Burundi : Un haut cadre du pouvoir pour des négociations avec l'opposition

@rib News, 28/02/2011 â€“ Source XinhuaUn haut cadre du partiÂ Cndd-Fdd au pouvoir au Burundi depuis 2005 sort du silence et hausse le ton en demandant qu'il y ait des nÃ©gociations politiques pour la paix au Burundi.Â«Â Au lieu de sacrifier d'autres vies humaines alors que le mobile de ces tueries a une autre connotation politique liÃ©e au refus des rÃ©sultats des derniÃ¨res Ã©lections, nous trouvons que les nÃ©gociations inter burundaises sont incontournables. Pour rÃ©tablir la paix au Burundi, seules les nÃ©gociations politiques devraient Ãªtre privilÃ©giÃ©esÂ Â», a indiquÃ© Ã la presse dimanche soir ManassÃ© Nzobonimpa, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du Conseil des Sages du parti Cndd-Fdd, le plus haut organe de ce parti, organe dirigÃ© par la chef de l'Etat Pierre Nkurunziza.
C'est la premiÃ¨re fois depuis la fin des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010 contestÃ©es par plus d'une dizaine de partis Â que le parti prÃ©sidentiel accepte publiquement qu'il y ait des nÃ©gociations qui ont toujours Ã©tÃ© prÃ´nÃ©es par les partis dâ€™opposition.Les autoritÃ©s burundaises ont toujours refusÃ© des nÃ©gociations directes entre le gouvernement et les parti regroupÃ©s au sein de l'Alliance des DÃ©mocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri), privilÃ©giant plutÃ´t le dialogue au sein du Cadre permanent de dialogue des partis politiques, ce que refuse l'ADC-Ikibiri qui dit que les questions de l'heure dÃ©passent le cadre des partis.ManassÃ© Nzobonimpa, dÃ©putÃ© burundais de l'AssemblÃ©e lÃ©gislativ de la CommunautÃ© des Etats de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC), explique sa position par lâ€™expÃ©rience du passÃ©Â : Â«Â Les noms calomnieux que le pouvoir de lâ€™Ã©poque collait Ã notre mouvement pendant que nous Ã©tion encore sur le champ de bataille ne l'ont aidÃ© en rien pour freiner les pourparlersÂ Â», explique ManassÃ© Nzobonimpa.Le 2 aoÃ»t 2002 le Cndd-Fdd, alors le mouvementÂ rebelle,Â a signÃ© un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement burundais de l'Ã©poque qui le traitait de Â«Â Mouvement Tribalo-GÃ©nocidaireÂ Â». Dans cette sortie du dÃ©putÃ© ManassÃ© Nzobonariba, il revient sur certaines des questions de l'heure Ã©voquÃ©es ci-dessus que l'ADC-Ikibiri voudrait discuter directement avec le gouvernement actuel de Bujumbura.Il s'agit de la corruption, des malversations Ã©conomiques, des tueries sÃ©lectives sur base d'appartenance politique, des violations des droits de l'homme, etc.Cette sortie intervient au lendemain d'un tract mettant toutes ces questions au dos d'un groupe au sein du parti au pouvoir, un groupe composÃ© selon ManassÃ© Nzobonimpa de Â«Â ventriotes qui gÃ¨rent le parti en privilÃ©giant le musÃ¨lementÂ Â».